II. *Crises du Monde, Mondes en crise.*

Crise économique et financière, crises géopolitiques

II.A. Un enjeu systémique : l'effondrement du «nouveau régime d'accumulation financière»

(François Chesnais)

A propos de la crise économique et financière de 2007/2009

A. Quelques pistes préalables : 3em phase de la mondialisation structurée par l'émergence d'un « nouveau régime d'accumulation financière »

- Rupture structurelle depuis les années 1970/ 1980 avec la création d'un « nouveau régime d'accumulation financière » (François Chesnais) imposé au monde par Etats-Unis.
- Rôle essentiel des décisions politiques dans la dérégulation et dérèglementation des marchés (cf OMC : accord sur les services financiers signé en déc. 1997…).
- Rôle essentiel des innovations techniques, juridiques, financières et commerciales
- Création d'un marché de plus en plus planétaire et interconnecté mais instable multipliant les risques de crise systémique.
- Marchés financiers : terme générique regroupant différents segments (monnaies/change, dettes/ obligations, actions, nouveaux produits financiers, matières premières).
- Acteurs financiers des marchés (« les marchés »): grandes banques commerciales et d'affaires, assurances, Fonds spéculatifs, Fonds de pension…

- En 40 ans, explosions des stocks et flux de capitaux concernés.
- Maîtrise de l'espace –temps et gestion de l'instabilité/ mobilité au cœur de la production de rentes nouvelles.
- Pas du tout de détérritorialisation de la finance mondiale : souligner en permanence le rôle des acteurs et le poids des lieux centraux (CBD) des grandes métropoles mondiales. Articuler en permanence interaction entre activités financières et territoires de l'économie et des sociétés.
- Architecture financière internationale comme reflet des équilibres géoéconomiques et géopolitiques mondiaux.

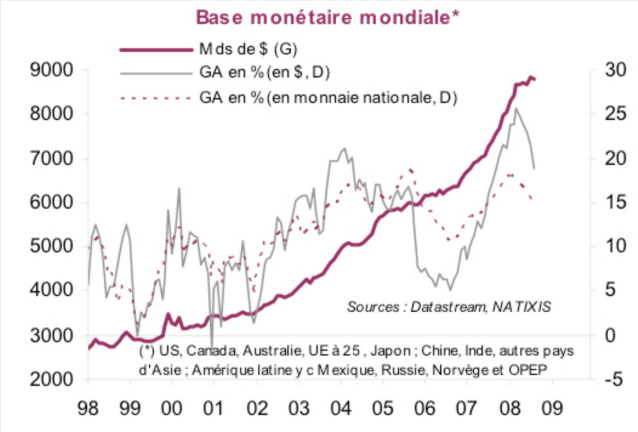
B. Quelques grands segments et acteurs du marché financier mondial

(évaluation tableau : 242.765 MRD $, 5,5 fois PIB mondial)
Quid des trous noirs de la finance mondiale ?
Les produits dérivés (26.000 MRD $)
Les Crédit-Defaul Swap (CDS, 62.000 MRD $, soit l'équivalent du total des dépôts bancaires de la planète ou 4,5 fois PIB des Etats-Unis). (source : BRI et FMI)

Tableau 1
Taille des investisseurs institutionnels et des marchés d'actifs financiers dans le monde
Décembre 2005

	Milliards de dollars américains	% du PIB mondial	Indicateur	Source
Hedge funds a)	1 350	3	Capitaux sous gestion	Strategic Financial Solutions
Fonds d'investissement ouverts	17 771	40	Actifs nets	European Funds and Asset Management Association (EFAMA)
Fonds de pension	18 569	42	Investissements	International Financial Services, Londres
Banques (OCDE) b)	2 906	7	Capitaux propres	Bureau Van Dijk (Bankscope)
Total ci-dessus	**40 596**	**91**		
Sociétés d'assurance c)	14 500	33	Actifs investis	International Financial Services, Londres
Banques (OCDE) b)	53 552	120	Actifs	Bureau Van Dijk (Bankscope)
Capitalisation boursière	37 168	84		Fond monétaire international
Titres obligataires	58 949	133		Fond monétaire international
Dépôts bancaires	38 000	85		McKinsey Global Institute
PIB mondial	**44 446**	**100**	PIB nominal	Fond monétaire international

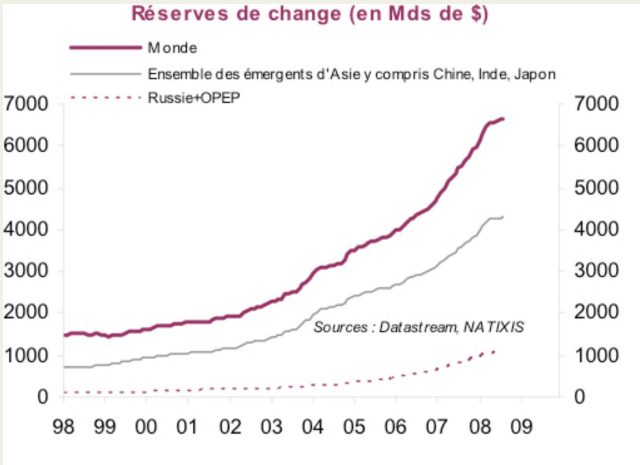
Remarques : Les termes capitaux sous gestion, actifs nets et actifs sous gestion sont utilisés de manière interchangeable en règle générale et sont équivalents aux capitaux propres, alors que le terme actifs (bruts) ou investissements (bruts) inclut des investissements qui peuvent avoir été financés par l'endettement. Les fonds d'investissement ouverts et les fonds de pension sont soumis à des restrictions sur le recours à l'endettement et, par conséquent, leurs actifs ou leurs investissements devraient être proches des actifs nets.
a) Gérant unique.
b) Banques commerciales et sociétés holding *de l'OCDE, données consolidées. Le FMI a estimé que les actifs de la totalité des banques du monde entier étaient d'un montant de 55 673 milliards de dollars américains en 2005.*
c) Données 2004, vie et non-vie.

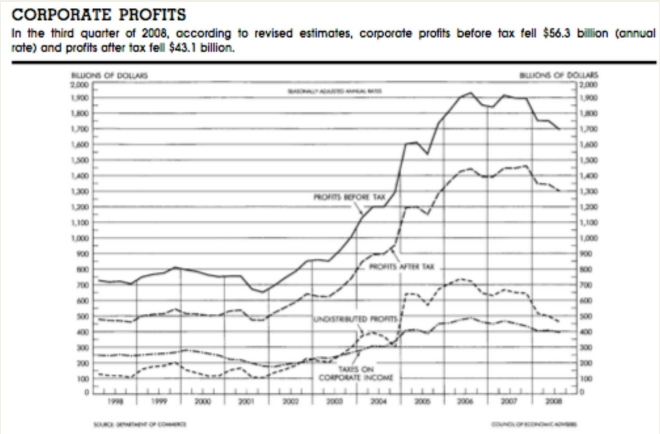


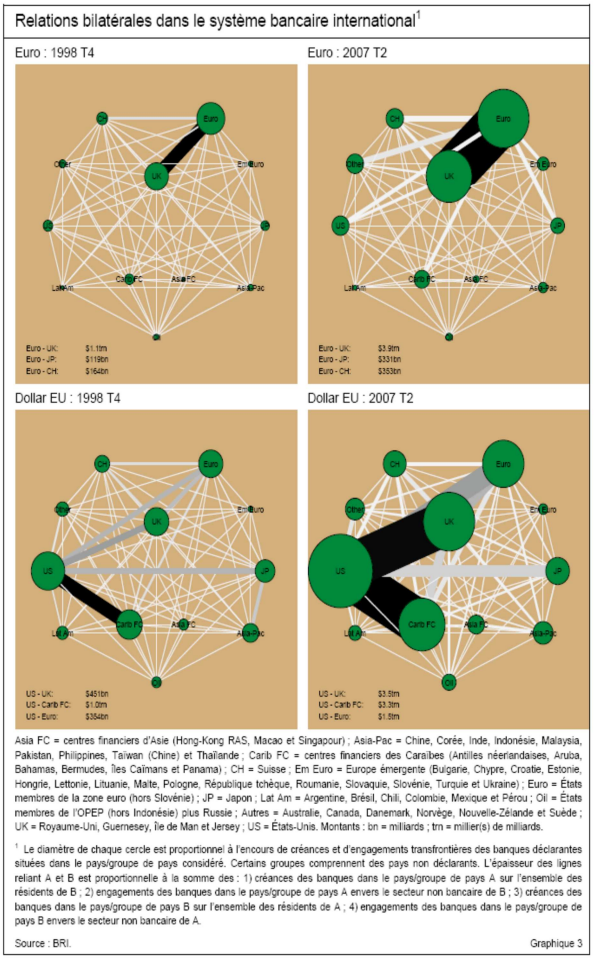
C. La montée des capitaux et des liquidités mondiales

Base monétaire mondiale gonfle de 3.000 à 9.000 MRD $
Réserves de change mondiales passent de 1.500 à 6.800 MRD $
Profits trimestriels entreprises états-uniennes passent de 700 à 1.900 MRD $ en dix ans (X 2,7) dont 40 % pour secteur financier.

(source : Natixis et Fed USA)







Monnaies et changes

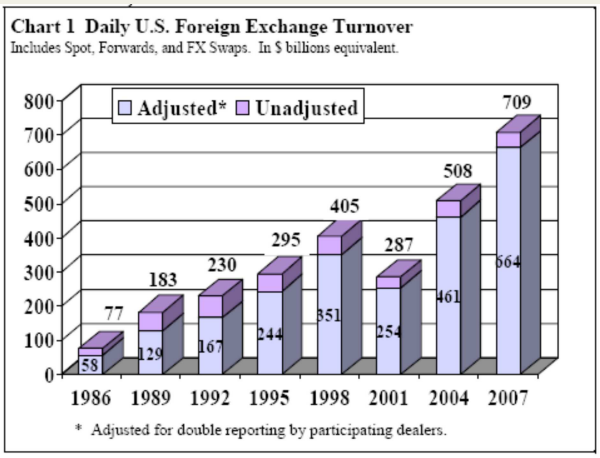
Montée des transactions : 20 MRD $ jour en 1970, 1 000 en 1994, 1 500 en 2007

La spéculation sur les monnaies, marchandisation de la souveraineté par les marchés

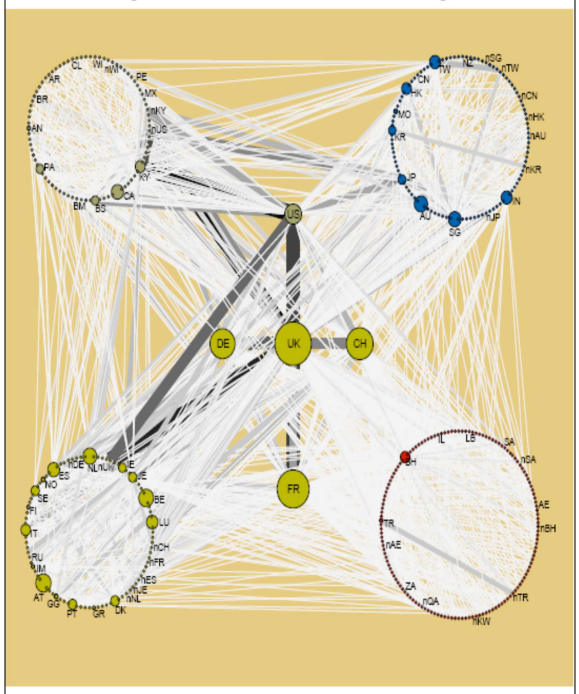
Grandes Banque centrales : 5 000 MRD $ de réserves pour intervenir sur les marchés, soit très faible

Réévaluations/ dévaluations, monnaies fortes/ monnaies faibles, choix géopolitiques et économiques

(Sources : BRI et FED)



Global and regional hubs in the international banking network



The graph shows the linkages between 212 banking centres and their linkages with 212 non-banks. Each location is represented by a node. The size of the nodes is proportional to the measure of intermediation (Table 1). The colour of the nodes represents the continent (red for Africa and the Middle East, green for the Americas, blue for Asia-Pacific and mustard for Europe). The labelled locations include banks in 40 BIS reporting countries (for the country codes, see Graph 2), plus banks in Argentina (AR), China (CN), Israel (IL), Lebanon (LB), New Zealand (NZ), Peru (PE), Russia (RU), Saudi Arabia (SA), South Africa (ZA), and the West Indies, UK (WI). Non-bank locations, where labelled, carry the prefix "n", eg Kuwait (nKW), Qatar (nQA) and the United Arab Emirates (nAE). The thickness and shading of linkages reflect the value transacted between two locations (calculated as the square root of the sum of bilateral claims). To simplify the graph, linkages with a value less than 2.5% of the portfolios of both locations are not shown. Graph 3

Carte de synthèse du système bancaire mondial (BRI, dec. 2007)

Densité des liens et interdépendances

Liens privilégiés entre pôles de la Triade

Les marchés actions et capitalisation boursières

(carte : L Carroué, Images Eco du Monde, A. Colin)

En 2007, 51 225 milliards $. X 5,5 et passe de 41 % à 174 % du PNB des pays regroupant les 50 premières places boursières en dix ans

Triade tombent de 93 à 85 % de la capitalisation mondiale face à la montée des marchés d'Asie de l'Est face à la marginalisation de l'Amérique latine et à la quasi-inexistence de l'Afrique et du Proche et Moyen Orient.

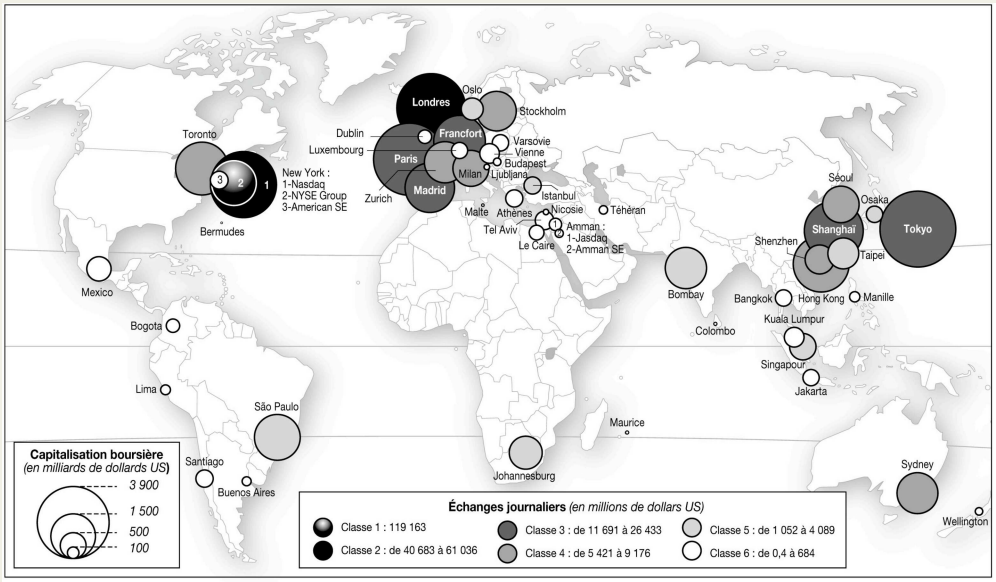
Très forte instabilité et volatilité. Poids des places boursières en volumes mais surtout en mobilité du capital (échanges journaliers). Fluidité : en janvier 2008 : Euronext 41,5 millions de transactions (+ 80 %/un an) et aux USA 3,9 milliards d'actions par jour en moyenne mensuelle.

En seulement quatre ans, la valeur des transactions journalières mondiales a augmenté de 144 % pour atteindre 278,25 milliards de dollars, soit 90 % du PIB de la Turquie, 20 em puissance économique mondiale.

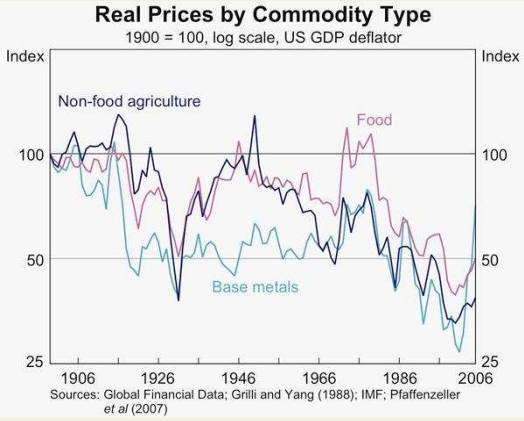
A elles seules, les deux places new-yorkaises (Nyse et Nasdaq) et Londres polarisent 60 % des échanges journaliers, largement devant Tokyo et Euronex.

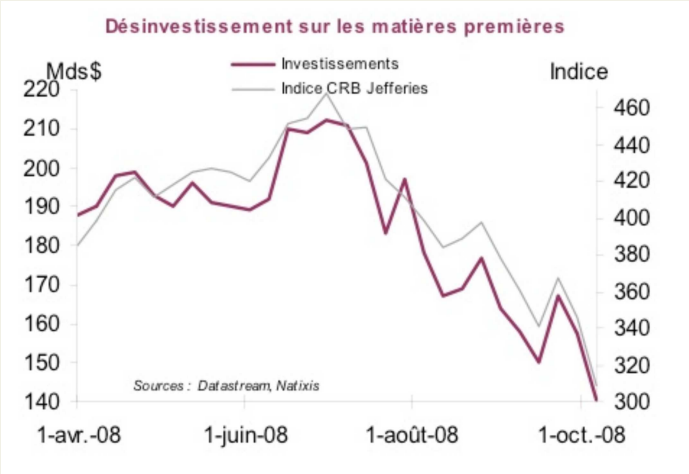
Trois grands marchés (Asie/ Europe/ Amérique) encore imparfaitement interconnectés

Pas de marché réellement mondial en temps réel



Capitalisation boursière mondiale en mai 2008 et fluidité des marchés

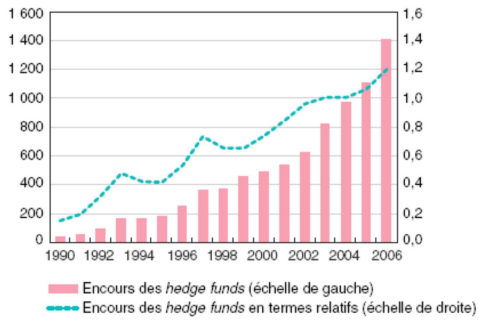




Les marchés des matières premières

- Rôle croissant des acteurs directement financiers sur les marchés des matières premières : 136 MRD $ placés en janv 2008 sur blé, maïs, soja.
- Face à la crise de l'immobilier, à la chute des cours des actions, et à l'insécurité sur certains obligations, quelques 5 000 milliards $ à la recherche de nouveaux terrains spéculatifs.
- Envolée des cours – qui traduisent les fortes tensions structurelles entre l'offre et la demande – présentent de nouvelles opportunités spéculatives exceptionnelles face aux rendements plus faibles des marchés actions et obligations.
- Les intervenants financiers sont de trois ordres : les *hedge funds, banques,* les Fonds de pension – traditionnellement prudents car gérants les Fonds de retraites mais eux aussi appâtés par des gains rapides – qui jouent un rôle croissant même s'ils n'y investissent que 0,3 % des au moins 7 000 milliards de dollars qu'ils ont en gestion comme le fameux CalPERS qui a investi 8,4 % de ses actifs dans les matières premières.
- Si ces volumes financiers sont au total peu importants puisqu'ils ne représentent que 4 % de la valeur globale de la production physique mondiale des matières premières minérales et énergétiques, leurs actions spéculatives sur un marché en fait très parcellisé et spécialisé par produit (pétrole, cuivre, étain…) peut avoir un impact considérable sur les cours des matières premières, au grand dam des entreprises consommatrices dont les prix d'achat des matières premières s'envolent sans pour autant toujours totalement profiter aux producteurs amont, firmes et Etats. (Cf retrait en 2008, source Natixis).

Graphique 1
Progression rapide des actifs gérés par les *hedge funds*
(en milliards de dollars) (en % de l'encours des obligations et des actions dans le monde)



Sources : Hedge Fund Research, Fédération mondiale des Bourses de valeurs (FIBV), Banque des règlements internationaux (BRI) et Swiss Re Economic Research & Consulting

Tableau 1
Les dix plus gros gérants de *hedge funds*
Fin 2005
(actifs en milliards de dollars des États-Unis)

Gérant	Lieu	Actifs
Goldman Sachs Asset Management	New York, NY	21,0
Bridgewater Associates	Westport, CT	20,9
D.E. Shaw Group	New York, NY	19,9
Farallon Capital Management	San Francisco, CA	16,4
ESL Investments	Greenwich, CT	15,0
Barclays Global Investors	Londres, RU	14,3
Och-Ziff Capital Management Group	New York, NY	14,3
Man Investments	Londres, RU	12,7
Tudor Investment Group	Greenwich, CT	12,7
Caxton Associates	New York, NY	12,5

Source : Rose-Smith (I.) (2006) : "The hedge fund 100", Institutional Investor's Alpha, *juin*

Les Hedge Funds ou Fonds spéculatifs

- Apparus dans les années 1950 aux Etats-Unis, marginaux jusque dans les années 1980 avant de jouer un rôle croissant sur l'ensemble des marchés financiers (dettes, devises, dérivés…) depuis leur libéralisation dans les années 1980 grâce à la mise en place d'opérations de plus en plus sophistiquées.
- Les *hedge funds* passent de 300 en 1990 à 6 000 en 2001 et à plus de 10 000 fonds aujourd'hui, leurs capitaux en gestion montent de 750 à plus de 1 500 milliards de dollars entre 1990 et 2007 et ils représentent près de 30 % des transactions boursières aux Etats-Unis.
- Sièges juridiques souvent dans des paradis fiscaux, à 80 % dans les Iles Caïmans localisations réelles des centres de gestion sont concentrées dans les places financières des grands pays développés, à 91 % aux Etats-Unis.
- Opérations ultra-spéculatives très risquées mais très rentables (rentabilité de 31 % pour les dix premiers sur cinq ans), la moitié de leurs clients sont des grandes institutions financières (banques, compagnies d'assurance…) qui y placent une partie de leurs capitaux dans la gestion dite alternative.
- Pourtant, les *hedge funds* constituent aujourd'hui selon la BCE européenne un "risque majeur" structurel pour la stabilité du système international.
- (source : BRI, FMI, Ocde)

La Société générale et l'affaire Kerviel en janvier 2008

- Distinguer Banque de dépôt et banque d'affaires même si BdD alimente BdA.

- Jerôme Kerviel, jeune trader de 31 ans, travaille dans les «futures», contrats à terme sur les actions. En janv. 2008, spécule à la hausse sur les indices boursiers européens (Eurostoxx, Dax de Francfort, Footsie de Londres) qui chutent brutalement et très fortement.
- Au total, engagement de 50 milliards d'Euros, un montant supérieur aux fonds propres de la Banque, et dégage 4,9 milliards d'Euros de pertes.

- Département «Dérivés Action» (Delta One Product) de J Kerviel représente 44 % du CAF de l'activité BFI («Banque de financement et d'Investissement») qui représente au total 31 % de l'activité de la Société générale mais génère 44 % profits totaux (2,3 MRD Euros en 2006). Avec 10 400 salariés sur un total de 119 779 salariés, la BFI représente seulement 8,6 % des salariés de la banque.

- Le Dept Dérivés actions réalise 20 % profits totaux. Dégagent en 2006 un rendement des fonds propres de 184 %. Salle de marché en Ile de France, au cœur du quartier de la Défense.
- Création de la BFI au milieu des années 1980 dont les managers prennent le pouvoir progressivement à la Société générale.

- Perte de 4,9 Milliards d'Euros =
  - Un an de RMI (soit aide à deux millions de personnes)
  - Un an d'aide communautaire de l'UE à l'Afrique
  - Un an de lutte mondiale pour l'éducation primaire universelle de l'ONU

- **Banques européennes : rendements par activités en 2006 : 4 postes (source : Les Echos, janv. 209)**
- Banque privée : 35 %
- Gestion d'actifs : 28 %
- Banque d'investissement : 20 %
- Banque de détail : 16 %

- **Origine du profit des banques européennes (% bénéfice 2006,** Les Echos, janv. 2006**) : 4 postes**

- Banque detail total : 38,7%
- (Banque détail Europe : 26,5 %)
- (Banque détail pays émergents : 12,2 %)
- Gestion d'actifs et banque privée : 19,3 %
- Banque de financement et d'investissement : 34,8 %
- Autres : 7,2 %

- **Rentabilité trois banques (rendements/fds propres) en 2007:**
- Santander (Esp) : 18 %
- BNP Paribas : 14,8 % Crédit suisse : 18 %

La finance internationale au cœur des métropoles mondiales :
les socio-pôles de Londres, Paris, Francfort, Tokyo, New York…

Localisation des sièges sociaux et salles des marchés des grandes banques et assurances

Cette hausse des volumes et cette explosion des flux d'échanges expliquent la forte rentabilité des activités financières et les salaires démesurés versés aux gérants de portefeuilles et traders anglo-saxons.

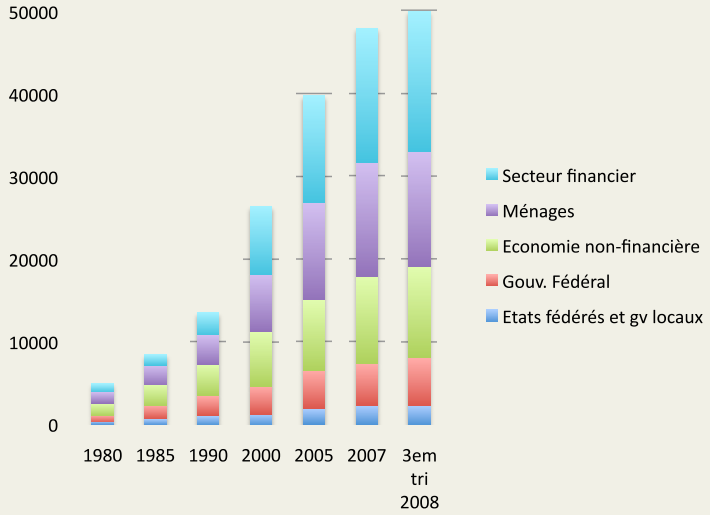
Ainsi, si en 2006, la place de Londres emploie 335 000 salariés, les métiers dits de marchés ne représentent qu'un petit quart des effectifs devant les activités de conseil (conseil en fusion-acquisitions, cabinets d'avocats, auditeurs…).

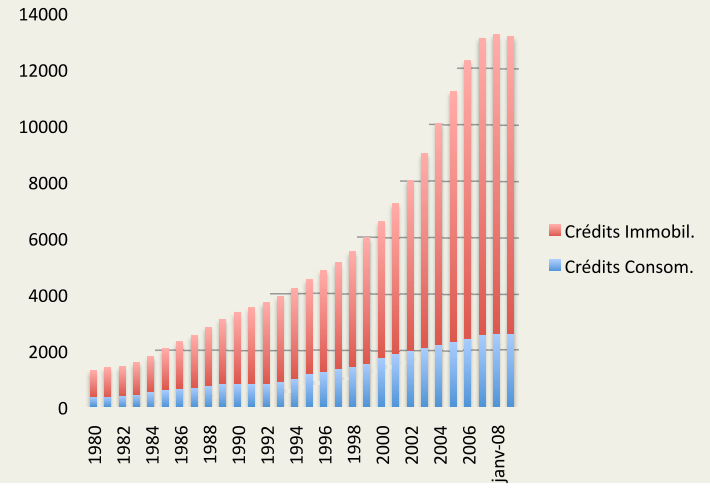
Les 80 000 traders londoniens voient ainsi augmenter leurs bonus, qui constituent une partie notable de leurs salaires, de 20 % pour atteindre en 2006 13,1 milliards d'euros, soit le PIB annuel cumulé du Mali, du Burkina Faso et de Madagascar.

La City de Londres est en effet le 1er marché mondial des changes entre devises (31 %, 800 milliards de dollars par jour en 2006), le 1er marché pour les échanges d'actions (43 %) et d'obligations (70 %) et le 1er marché des produits dérivés (43 %).

A New York, les cinq plus grandes firmes de Wall Street (Goldman Sachs, Morgan Stanley, Merrill Lynch, Lehman Brothers et Bear Stearns) vont verser en 2007 à elles seules 36 milliards de bonus à leurs 173 000 salariés, soit plus que le PIB annuel du Luxembourg.

On mesure à ces chiffres à la fois le niveau de dualisme atteint par la mondialisation et l'importance des prélèvements opérés par la sphère financière sur l'économie réelle.





B. Les Etats-Unis : crise de la dette dans société duale et d'insécurité sociale généralisée

Entre 1980 et dec 2008, dette totale passe de 4.823,6 à 49.882,8 MRD $ (X 10,3)

Dettes du secteur financier et des ménages passent de 2.275 à 30.817 MRD $ (X 13,5), de 47 % à 61,7 % du total.

Dette publique passe 1.079,4 à 8.054 MRD $ (X 7,4). + 740 MRD $ en un an (2007/2008).

Avec crise, processus de transferts massifs de la dette vers contribuables via l'Etat.

Montée de la dette sur 30 ans liée :

Spéculation financière

Spéculation immobilière des ménages (hausse 80 % prix), dettes crédits immob. passent de 926,5 à 10.541,7 MRD $ (X 11,7). Sur 13.156 MRD $ dette, immob. = 80 %

Face stagnation revenus salariaux

(96 % croissance des revenus va vers 10 % plus riches depuis 2001) ,

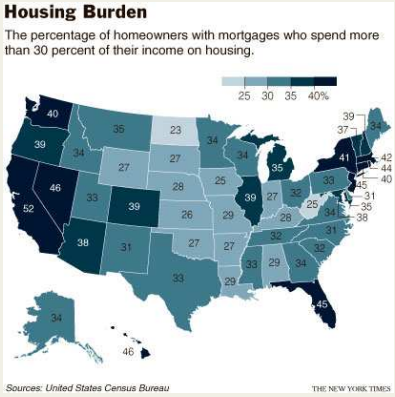
immobilier cf protection dans société d'insécurité sociale.

Subprimes, nv marchés dette + pauvres

45 millions Américains sans Sécurité sociale

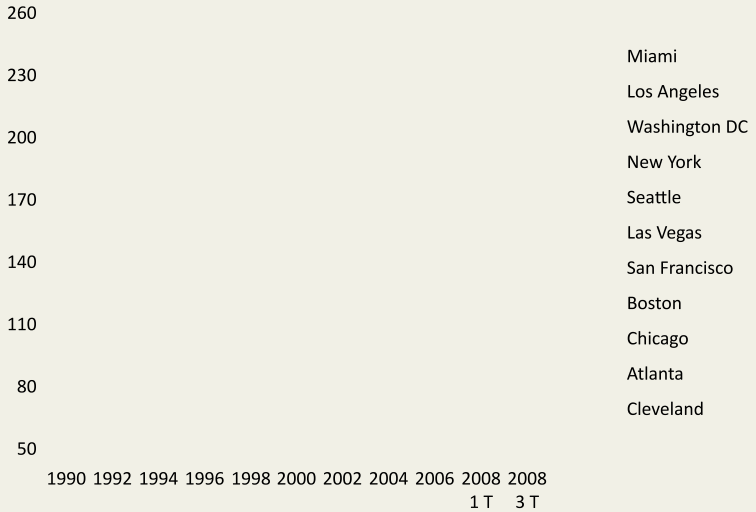
(d'après Stat; FED janvier 2009)

Au cœur des subprimes : la dimension territoriale de la métropolisation et de son corollaire la périurbanisation



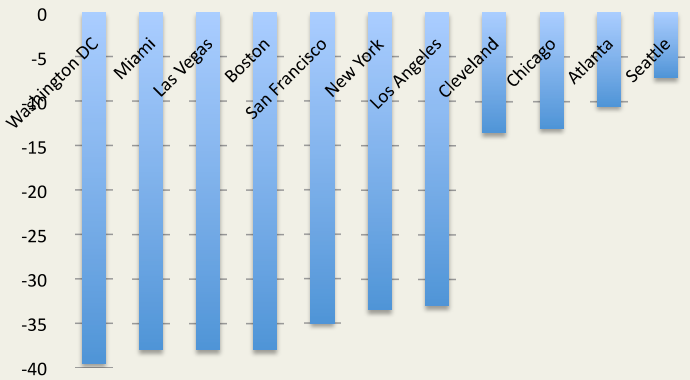
- 363 régions métropolitaines voient leurs populations augmenter de 50 % entre 1970 et aujourd'hui en captant 90 % de la croissance démographique nationale pour atteindre environ 247 millions d'habitants.
- Ces régions métropolitaines polarisent 84 % de la population, réalisent 90 % du PNB et captent 87,5 % des revenus totaux du pays.
- Si 80 % des Américains sont des citadins, l'expansion spatiale des aires métropolitaines (Urban Sprawling) joue un rôle majeur : création d'immenses zones suburbaines qui regroupent 62 % de la population américaine totale.
- Accueil privilégié des classes moyennes portées par le « rêve américain » politiquement et électoralement dominante sur des logiques de ségrégations socio-raciales.
- C'est ce modèle de promotion et de fonctionnement qui est aujourd'hui en crise structurelle

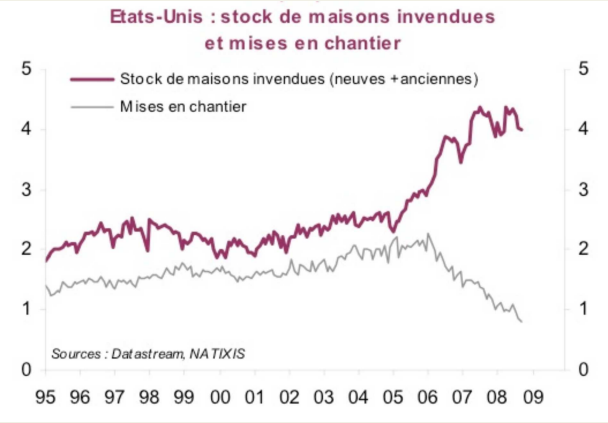
L'effondrement immobilier :

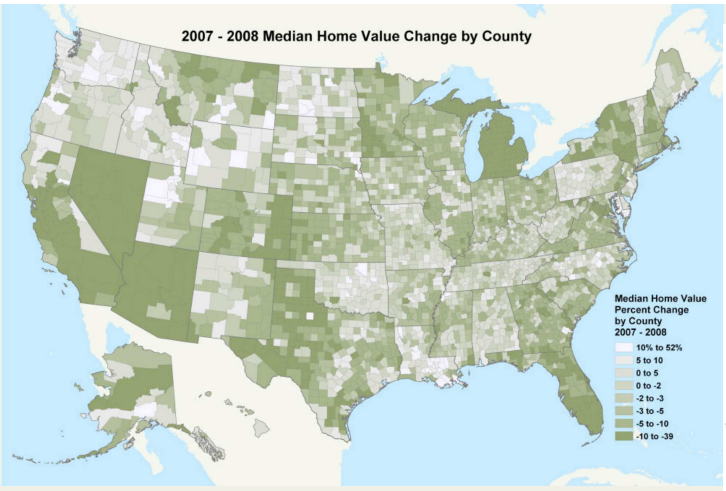


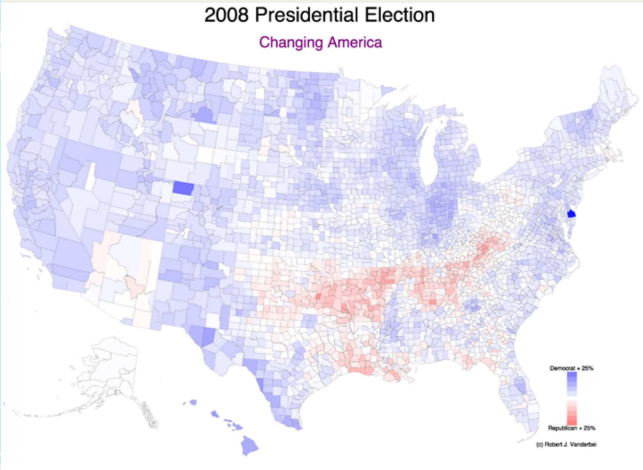
l'effondrement des prix immobiliers dans les grandes métropoles à partir 2006.
2,2 millions saisies, 10 millions familles
Crise du BTP et des mises en chantier
41 millions Américains : perte de 352 MRD $

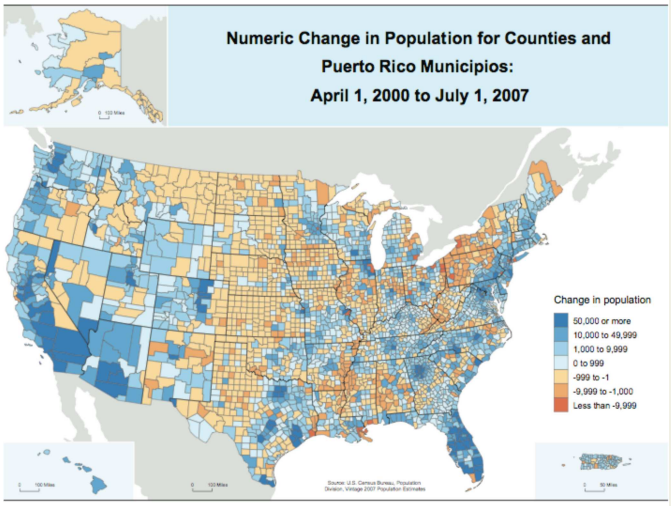
La dépréciation du parc immobilier des couches moyennes solvables par effet d'entraînement. Total : 7 600 MRD $ (recul prix maisons + recul bourse)
La baisse de la consommation des ménages (70 % PIB, achats automobiles, biens durables…)
(sources : stat USA et Natixis en bas droite)





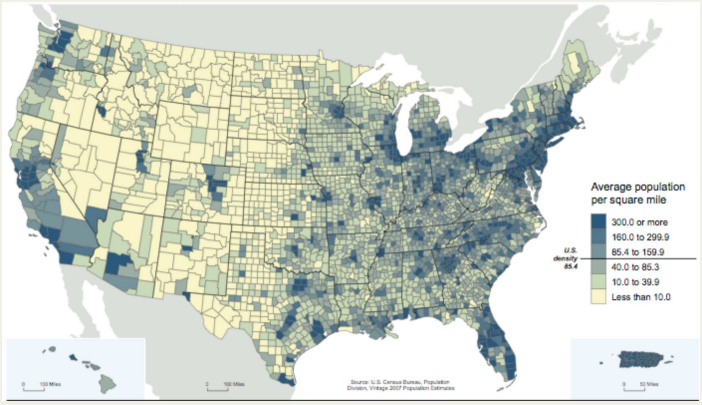






Crise, société, économie et politique : la crise des subprimes au cœur du territoire états-unien

(cartes USA : en haut prix immobilier, vote présidentielle, en bas densités pop et dynamisme démographique)



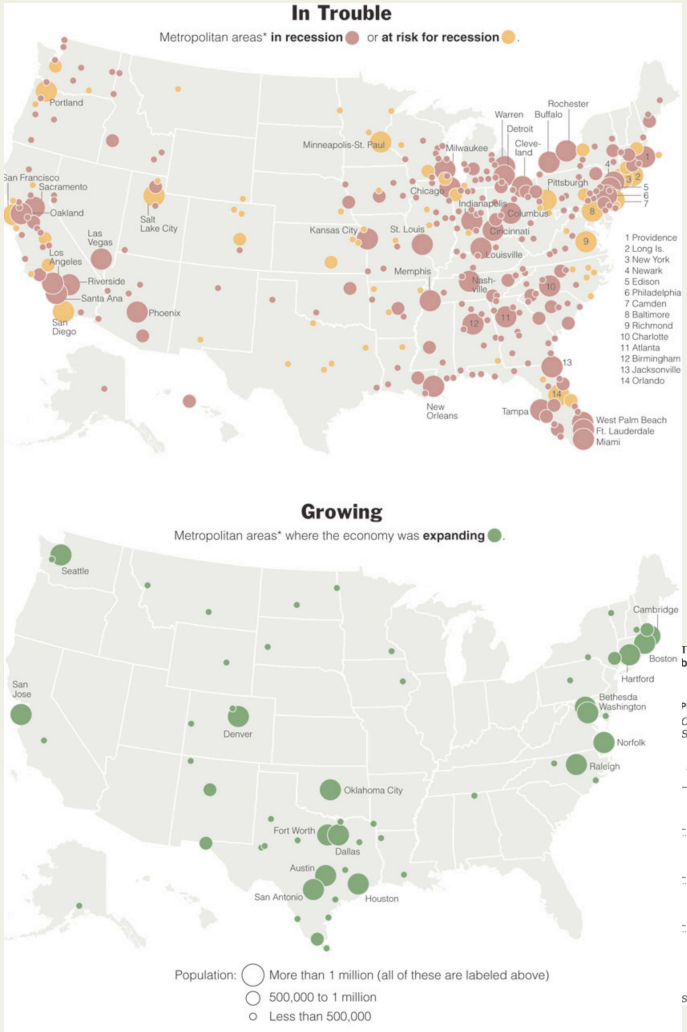
De la crise immobilière à la crise financière

A l'échelle du marché financier des Etats-Unis :

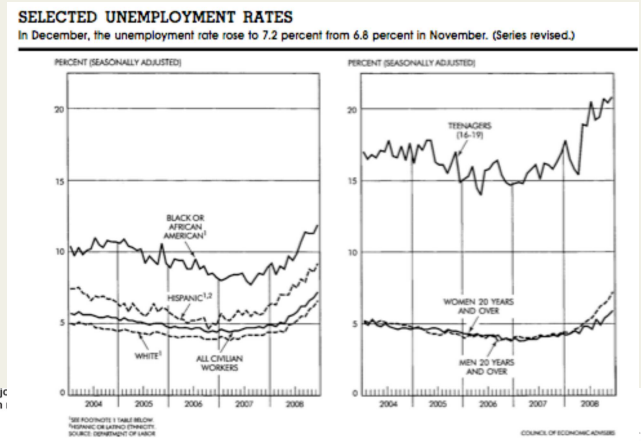
1. Prêts hypothécaires des subprimes transformées en produits financiers très complexes vendus sous forme de titres négociables (titrisation) : marchandisation d'une dette sur les marchés financiers qui déresponsabilise les prêteurs.
2. Ces nouveaux titres financiers sont rachetés par des structures fragiles et ultraspéculatives (*hedge funds*, *ABCP* (Asset Backed Commercial Paper) qui jouent sur des billets de trésorerie à court terme), sans en connaître forcement les risques.
3. Quand risques explosent, ces structures – largement créées par les plus grandes banques – se retournent les grands acteurs qui doivent intégrer et porter les pertes dans leurs bilans.
4. De nombreuses banques étrangères présentes sur le marché état-unien ont acheté ces produits, le plus souvent *via* leurs filiales aux Etats-Unis (SIV pour HSBC…).

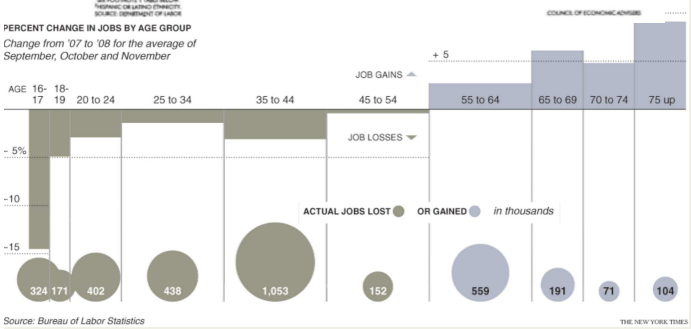
Apparition d'une crise bancaire internationale à l'hiver 2007/2008 :

1. Montée des difficultés des très grandes banques aux USA (Merrill Lynch, Citigroup) et dans le monde (HSBC, suisse UBS, Société générale…).
2. Paralysie du marché monétaire sur lequel ces banques se financent entre elles : arrêts des prêts ou à taux très élevés.
3. Face à la panique, plan de sauvetage massif des gouvernements : injection de 500 MRD Euros par la FED et la BCE et baisse des taux pour FED en nov/dec 2007 alors que Gv Bush prépare plan de relance de 140 MRD $ (1 % PIB)
4. Crise passe du marché monétaire à l'ensemble du crédit bancaire et menace toutes les activités économiques (pb taux intérêt, restriction généralisée du crédit.
5. Crise passe à certaines compagnies d'assurance (rehausseur de crédits cf Ambac)) qui prennent en charge les garanties bancaires dans l'immobilier et au-delà : menace sur la valeur de 2 400 MRD $ de titres.
6. Lourdes opérations de dépréciations d'actifs (678 milliards de dollars) et en conséquence à d'importantes recapitalisation (554 milliards de dollars dans la finance).
7. Les cinq grandes banques d'affaires new-yorkaises (Goldman Sachs, Morgan Stanley, Merrill Lynch, Lehman Brothers, Bear Stearns), au cœur depuis les années 1990 du système spéculatif mondial disparaissent ou changent de statut.



De la crise financière à une économique et sociale historique (sources : USA, janv 2009) :
recul de 3 millions d'emplois, pyramide des âges, montée du chômage, géographie du dynamisme métropolitain,





C. L'internationalisation de la crise : vers la pire récession depuis 60 ans

Tableau 1 : pertes et provisions déclarées

Pays	Banque	Total T3-T4 2007 (en M$)
	Citigroup	15 400
	Morgan Stanley	10 600
	Merril Lynch	7 900
	Bank of America	5 815
	Bear Stearns	3 000
	Wachovia	2 440
	JP Morgan	1 639
	Lehman Brothers	1 530
	Total Etats-Unis	**48 300**
Europe	UBS	13 800
	KfW	7 300
	Crédit agricole	5 000
	Deutsche Bank	3 200
	Barclays	2 600
	Royal Bank of Scotland	2 500
	Crédit Suisse	2 000
	HSBC	1 000
	Total Europe	**37 400**

Source : communiqués des banques ; nota : seuls les montants supérieurs à 1 milliard de dollars ont été retenus

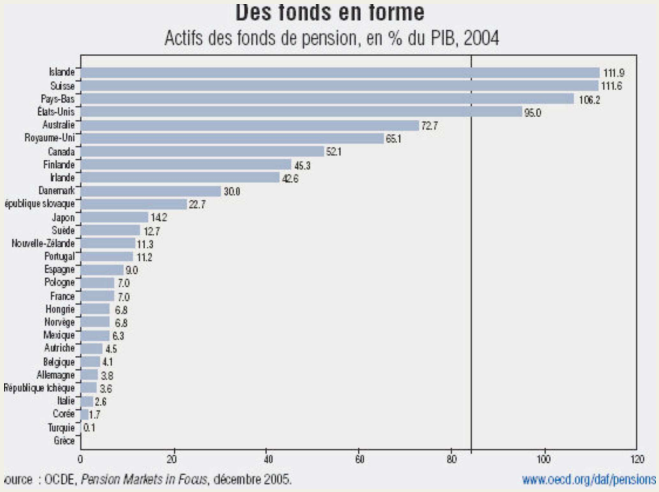
- Canaux de l'internationalisation de la crise : marchés financiers, coût du crédit, commerce extérieur.
- Pertes des banques affectent l'économie puis crise économique alimente crise des banques.

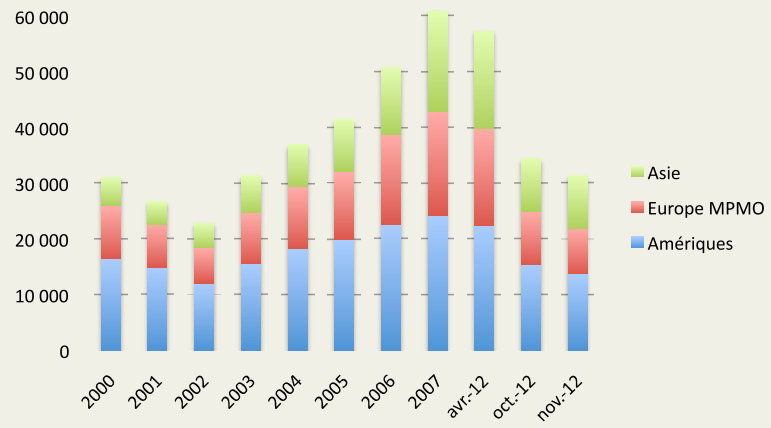
- Niveau mondial : 1.000 milliards $ dépréciations entre 2007 et janvier 2009.
- Aux Etats-Unis, M. Roubini estime pertes *in fine* des banques à 3.600 MRD $. Système arrive à la limite de l'insolvabilité.

- Avec tableau, géographie sélective des pertes réalisées entre fin 2007 et fev. 2008.
- Géo. diffusion en système auréolaire selon structures nationales et qualité ancrage aux Etats-Unis :

- Faillite de l'Islande
- Effondrement : R.Uni, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Suisse.
- Très grosses difficultés : Allemagne, France,
- Contagion à la Russie, Chine, Asie en dev., Brésil, Australie… 40 % PIB Allemagne par exportations.

- Recul déficit commercial USA de 701 à 534,5 MRD $ entre 2007/2008 : 166,5, MRD $ achats en moins au monde (Alena : 27 % import, Europe : 18 %, Japon/ Chine : 23,5 : total 68,5 % pour les trois pôles)





L'effondrement des capitalisations boursières et des Fonds de pension (FdP)

La capitalisation boursière mondiale tombe de 60.874 à 31.250 MRD $ entre 2007 et nov. 2008, soit une perte de valeurs de 29.624 MRD $ (- 49%).
Peut encore chuter de 25 à 30 %
(Crise 29 : Dow Jones - 89 % en trois ans)

Selon OCDE, avoirs des FdP perdent 3.300 MRD $ (-20%) en un an. Retraites de dizaines millions salariés menacées. Pour 360 des 500 plus grandes firmes : déficit de 362 MRD $ pour financements 2008.

Aux Etats-Unis, la capitalisation passe de 19.569 à 11.592 MRD $ entre 2006 et nov 2008 (- 7 997 MRD $, - 41 %).
109 FdP publics des Etas perdent 37 % capital, soit 865 MRD $.

: *Financial Market Trends No 94*, vol. 2008/1, autres données de l'OCDE

Prix de l'intervention : pb crédibilité

Montée de l'endettement des Etats

Déficit public US 2009 : 1.200 MRD, 8,3 % PIB
(équivalent un an au cumul de 15 ans entre 1993/2007)

Bilan FED janv. 2009 : réserves : 828 MRD $ pour un bilan de 2.265 MRD $ (contre 869 en aout 2008)

Intervention publique US : 8.600 MRD $, soit 62 % PNB

Trésor US apporte 500 MRD $ à FED

50 % dette fédérale détenue par étranger

A noter pb géopolitique majeur : budget fédéral 2009 de 2.978,5 MRD $, dont 36 % pour Pentagone et 15 % Ministère Sécurité intérieure (soit 1.056,5 MRD $ pour les deux postes)

Le poids de l'intervention publique

Etats et banques centrales se substituent au privé dans le financement de l'économie (rétraction de 1.500 MRD $ en un an de financements par acteurs financiers aux SA)

Baisse des taux d'intérêt
inondation du marché par liquidités
aides recapitalisations

USA (Bush/Paulson/Obama) : 1.700 MRD $
Europe/Asie : 2.000 MRD $

Plans de sauvetage bancaire et nationalisations
(Plan Paulson USA : 700 MRD $)
(R Uni : 441 MRD € en oct 2008 + 220 MRD € en janv. 09)

Garantie des dettes par milliards $ aux Etats-Unis
(Bank of America : 118, Citigroup : 306, Bank of America : 118, Fannie Mae et Freddie Mac : 6.000, AIG…),

Plans de relance
(Bush : 100 MRD en 2008,
Obama : 825 MRD $ en 2009/2010).

Fed : plan aide crédit immobiliers de 900 MRD $ pour 1er trimestre 2009

Plan relance chinois : 461 MRD Euros

Sources principales des cartes

- **Ouvrages :**
- L. Carroué : *Géographie de la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2007
- L Carroué et D. Collet : *La mondialisation*, Bréal, Paris, 2007
- L. Carroué (ss direct) : *La mondialisation*, CNED/ SEDES, Paris, 2007
- L. Carroué : *La mondialisation en débat*, Doc. Photo, Documentation française, 2006
- L Carroué et D. Collet : *L'Europe*, Bréal, Paris, 2007
- L Carroué et D. Collet : *L'Asie,* Bréal, Paris, 2007
- L Carroué et D. Collet : Les Amériques, Bréal, Paris, 2008
- Les *Images économiques du Monde* (IEM), Armand Colin, annuels 2008 et 2007
- J. Bertin : *Atlas historique de l'humanité*, Ed La Martinière

- **Sites web de cartographie** :
- Science Po Paris
- Monde Diplomatique
- La Documentation française

- **A propos de la crise financière et économique : approches géographiques et géopolitiques**
- L. Carroué : « Fonds souverains et crise des subprimes : un nouvel enjeu géopolitique de la guerre économique », in revue *Diplomatie,* p. 94 à 99, n° sept/ oct. 2008.
- L. Carroué : « crise des subprimes : la fin de l'hégémonie américaine ? », in I*mages Economiques du Monde*, dossier annuel, p. 1 à 18, Armand Colin, Paris, 414 p
- L. Carroué : La crise des subprimes : enjeux géopolitiques et territoriaux de l'entrée dans le XXI em siècle . Cafés géographiques, (http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1411).
- L. Carroué : Crise des subprimes, un nouveau foyer de guerre économique, ou l'entrée dans le nouveau XXI em siècle, actes en ligne du FIG 2008 (http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2008/).
- L. Carroué : La crise économique et financière étatsunienne : enjeux géographiques et géopolitiques, Hérodote n° 132, « L'Amérique d'Obama », printemps 2009.